

Directives du 16 mars 2021
fixant des mesures particulières pour l'estivage 2021

- Vu la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur les épizooties (LFE ; RS 916.40) ;
- Vu l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur les épizooties (OFE ; RS 916.401) ;
- Vu l'ordonnance fédérale du 18 novembre 2015 réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les Etats membres de l'UE, l'Islande et la Norvège (OITE-UE ; RS 916.443.11) ;
- Vu l'ordonnance fédérale du 18 août 2004 sur les médicaments vétérinaires (OMédV ; 812.212.27) ;
- Vu l'ordonnance fédérale du 23 avril 2008 sur la protection des animaux (OPAn ; RS 455.1) ;
- Vu la loi cantonale du 25 mai 1970 d'application de la législation fédérale sur les épizooties (LVLFE ; RSV 916.41) ;
- Vu le règlement cantonal du 15 juin 1970 d'exécution de la loi d'application de la législation fédérale sur les épizooties (RLVLFE ; RSV 916.41.1) ;
- Vu le règlement cantonal d'application de la loi sur l'agriculture vaudoise du 15 décembre 2010 (RLVLAgr ; RSV 910.03.1) ;
- Vu les directives techniques concernant l'exécution des dispositions sanitaires relatives aux séquestres et aux autres mesures durant la surveillance de la diarrhée virale bovine (BVD) du 25 avril 2016 ;
- Vu les directives techniques concernant l'identification des animaux à onglons du 12 septembre 2011 ;
- Vu les recommandations de l'OSAV pour harmoniser les prescriptions cantonales pour l'estivage en 2021 du 15 janvier 2021 ;
- Vu la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAGR; RS 910.1) ;
- Vu l'ordonnance 7 décembre 1998 l'ordonnance sur la terminologie agricole du (OTerm, RS 910.91)

Le Département de l'économie, de l'innovation et du sport (DEIS) édicte les prescriptions suivantes relatives à l'estivage 2021:

Chapitre I - Généralités

1. On entend par exploitation de pâturage ou exploitation d'estivage, une exploitation au sens des articles 8 à 9 de l'ordonnance sur la terminologie agricole du 7 décembre 1998 (OTerm).
2. Les présentes directives régissent l'estivage 2021. Est également applicable l'ordonnance fédérale sur les épizooties (OFE).
3. Tous les animaux estivés sur des pâturages ou sur des alpages doivent être sains et indemnes de maladies contagieuses, en particulier d'épizooties.

4. L'utilisation de fil de fer barbelé pour les clôtures des enclos de chevaux est interdite (art. 63, OPAn).
5. Les animaux qui sont conduits à leur lieu d'estivage dans des véhicules ne doivent pas être transportés avec du bétail de boucherie ou du bétail de commerce. Le transport doit être effectué dans des véhicules nettoyés et désinfectés.
6. L'exploitant d'alpage, respectivement les autres employés de l'exploitation d'alpage, sont tenus d'observer consciencieusement et régulièrement les animaux estivés, et d'annoncer sans délai à un vétérinaire l'apparition d'une épizootie et tout symptôme suspect. L'exploitant d'alpage est responsable du respect des prescriptions d'estivage.
L'obligation d'annonce est également valable dans le cadre du pacage franco-suisse.
7. En Suisse, lorsque des animaux périssent à l'alpage, les cadavres doivent être éliminés conformément aux prescriptions de l'ordonnance du 25 mai 2011 concernant les sous-produits animaux (OSPA ; RS 916.441.22). Cela implique qu'ils doivent être acheminés vers un centre de collecte de sous-produits animaux. L'enfouissement ne peut être envisagé que dans les endroits difficilement accessibles, avec l'autorisation du syndic, et sur préavis du vétérinaire cantonal. Pour les cas d'animaux péris à l'étranger, les prescriptions sont décrites au chapitre concerné (chapitre VII, point 27).
8. Les prescriptions en matière de protection des animaux, notamment celles qui concernent le transport et la détention, sont également applicables à l'estivage.

Chapitre II - Contrôle du trafic des animaux

9. Les dispositions légales en matière de trafic des animaux sont applicables à l'estivage.
10. L'exploitant d'alpage porte la responsabilité des points suivants :
 - a) il doit réceptionner les **documents d'accompagnement** prescrits, les listes des animaux et les certificats requis que lui remettent les détenteurs d'animaux le jour où les animaux sont amenés à l'exploitation d'estivage ;
 - b) il doit notifier **toutes les entrées et toutes les sorties** des animaux dans l'exploitation d'estivage à la Banque de données sur le trafic des animaux (BDTA) ;
 - c) il doit tenir à jour le **registre des animaux**. Celui-ci mentionne les variations d'effectif (arrivées, départs), les numéros des marques d'identification et les données relatives aux inséminations et saillies ;
 - d) à la **fin de l'estivage** :
 - 1) il restitue les documents d'accompagnement reçus au début de l'estivage, à condition :
 - qu'il n'y ait pas de changement de propriétaire et que les animaux retournent dans leur exploitation d'origine ;
 - que les confirmations figurant aux chiffres 4 (exploitation de provenance indemne d'épizooties) et 5 (santé des animaux) du document d'accompagnement soient toujours valables.Il atteste ces points sur le document d'accompagnement qu'il réutilise en y inscrivant le numéro BDTA de l'estivage, en y apposant sa signature, la date et la note suivante: "Les confirmations figurant aux chiffres 4 et 5 sont toujours valables";
 - 2) si les conditions du point ci-dessus (1) ne sont pas réunies, il doit remplir un nouveau document d'accompagnement et il actualise les listes d'animaux en y inscrivant les mutations. Il signe ces listes à l'emplacement prévu et les rend au propriétaire des animaux avec les documents d'accompagnement.
11. Une liste des animaux ne doit être utilisée que conjointement avec un document d'accompagnement. Sur le document d'accompagnement, il faut cocher la case "Liste des animaux jointe".

12. Tous les mouvements d'animaux des espèces **bovine, ovine et caprine**, déplacés vers ou depuis des exploitations d'estivage suisses ou françaises, doivent être **notifiés à la BDTA**.

L'exploitant d'alpage doit en outre :

- a) marquer les animaux à onglons qui naissent durant l'estivage ;
- b) notifier à la BDTA les naissances, les entrées, les sorties, les abattages ou la mort d'animaux.

13. Les **entrées de porcs** sur les exploitations d'estivage doivent également être notifiées à la BDTA.

14. Les **propriétaires d'équidés** (chevaux, ânes, mulets, bardots et poneys) doivent notifier à la BDTA les déplacements de leurs animaux de l'exploitation d'origine à l'exploitation d'estivage, si ceux-ci restent plus de 30 jours sur l'exploitation d'estivage.

15. Les points 9 à 14 concernant le contrôle du trafic des animaux sont également valables pour les **propres animaux** du responsable de l'estivage.

Chapitre III - Bétail bovin

16. Avortements

L'exploitant d'alpage doit annoncer à un vétérinaire **tout avortement** survenant chez des bovins (art. 129, al. 1 et 2, OFE). Les femelles qui présentent des signes d'un avortement prochain ou qui ont déjà avorté doivent être immédiatement séparées du troupeau. Elles doivent rester isolées du troupeau tant que les examens vétérinaires ne sont pas terminés.

En cas d'avortement, le vétérinaire traitant transmet au laboratoire vétérinaire de l'Institut Galli Valerio (IGV), les prélèvements d'usage, à savoir un échantillon d'arrière-faix et/ou le fœtus, ainsi qu'un échantillon de sang complet.

L'exploitant d'alpage, respectivement les employés, doivent prendre toutes les mesures de précaution qui sont en leur pouvoir pour empêcher la propagation d'une éventuelle épizootie. Ils doivent notamment éliminer les fœtus et les arrière-faix selon les prescriptions légales, une fois que ceux-ci ont fait l'objet des prélèvements susmentionnés. Ils veilleront également à nettoyer et à désinfecter soigneusement les ustensiles souillés après chaque usage, ainsi que l'emplacement où se trouvait l'animal.

17. BVD

- a) Sur les exploitations de pâturage, les exploitations d'estivage et les exploitations de pâturage communautaires dans lesquelles des bovins de différentes unités d'élevage sont détenus ou dans lesquelles le contact avec des bovins d'autres unités d'élevage est possible, ne peuvent être admis **que des bovins qui ne sont pas frappés d'une interdiction de déplacement**.

Le vétérinaire cantonal peut accorder des dispenses ou décider des dérogations, pour autant que des conditions de sécurité, qu'il aura fixées au cas par cas, soient respectées.

- b) **Tous les avortements** découverts sur les exploitations d'estivage doivent être examinés à l'égard de la BVD.

Chapitre IV - Moutons

18. Seuls les moutons provenant de troupeaux **sans mesure de police des épizooties** peuvent être estivés.

Les animaux qui boitent, notamment ceux qui présentent des signes de piétin, doivent être refoulés par troupeau entier. Aucun animal présentant des signes cliniques d'ophtalmie infectieuse ne peut être mené à l'alpage, ou estivé sur des pâturages. Il est recommandé d'administrer un traitement prophylactique contre la gale à tous les moutons avant l'estivage.

19. Avortements

Le détenteur d'animaux responsable doit annoncer à un vétérinaire **tout avortement**. En cas d'avortement ou de suspicion, le vétérinaire traitant transmet les prélèvements d'usage au laboratoire vétérinaire IGV, à savoir un échantillon d'arrière-faix et/ou le fœtus et un échantillon de sang complet.

Chapitre V - Chèvres

20. Seules les chèvres provenant de troupeaux **sans mesure de police des épizooties** peuvent être estivées.

21. Avortements

Le détenteur d'animaux responsable doit annoncer à un vétérinaire **tout avortement**. En cas d'avortement ou de suspicion, le vétérinaire traitant transmet les prélèvements d'usage au laboratoire vétérinaire IGV, à savoir un échantillon d'arrière-faix et/ou le fœtus et un échantillon de sang complet.

Chapitre VI - Traitements vétérinaires

22. Les médicaments vétérinaires sont administrés aux animaux, conformément aux prescriptions de la législation fédérale sur les médicaments vétérinaires, notamment dans le respect de l'obligation de tenir un journal des traitements, de conclure une convention MédVét et de tenir un inventaire des médicaments sur place.

23. **L'application de médicaments vétérinaires à distance (au moyen de sarbacanes ou de fusils hypodermiques) est interdite.** Seule l'administration de tranquillisants est acceptée.

Chapitre VII - Pacage franco-suisse, mesures supplémentaires

24. L'estivage d'animaux sur des pâturages français est soumis aux conditions des présentes directives, et à celles édictées par les directions des Services vétérinaires des départements français concernés.

Les annonces à la BDTA doivent se faire conformément aux points 10 à 12 des présentes directives.

25. Par pacage franco-suisse, on entend l'action de mener au pâturage du bétail **bovin** vers une zone frontalière limitée à 10 km d'un côté et de l'autre de la frontière entre la France et la Suisse. Les autorités compétentes concernées peuvent exceptionnellement autoriser une profondeur plus grande de part et d'autre de la frontière entre la Suisse et la France.

26. Les **frais** relatifs à l'établissement des certificats et aux visites vétérinaires décrites ci-dessous sont à la charge du propriétaire du bétail.

27. Les animaux pérus sur des pâturages français doivent être éliminés selon les prescriptions en vigueur sur le lieu de détention. Ils ne pourront pas passer la frontière pour être éliminés en Suisse.

28. En cas d'épizooties, sont réservées les mesures sanitaires prises par les autorités compétentes suisses et françaises.

29. Mesures en Suisse avant le début de l'estivage

Les prescriptions liées à la BVD sont les mêmes que pour l'estivage en Suisse et sont décrites au point 17.

Les bovins âgés de 2,5 mois et plus, qu'il est prévu d'estiver, doivent être vaccinés contre la fièvre catarrhale ovine, **sérotypes 4 et 8** (FCO ou langue bleue) avant leur départ. En primo-vaccination, ils recevront deux doses de vaccin avec un intervalle d'au moins 21 jours. Au retour, les bovins ayant eu l'âge requis qui n'auront pas été vaccinés avant le départ et qui seront contrôlés positifs quant à la présence du virus de la langue bleue devront, en principe, être éliminés sans indemnisation.

Les bovins qu'il est prévu d'estiver, y compris lors des montées partielles, doivent faire l'objet d'un **examen vétérinaire officiel dans les 48 heures avant leur départ** pour le pacage. Le vétérinaire officiel établit un certificat sanitaire, qui accompagne les bovins à leur lieu de destination. À cette fin, il utilisera, pour les bovins, le certificat sanitaire pour l'estivage reproduit dans le système TRACES. Ce certificat fait office de document d'accompagnement.

Le détenteur des bovins doit s'informer des prescriptions et des procédures douanières auprès de l'instance concernée.

En cas de pacage journalier, les mesures ci-dessus ne doivent être prises qu'en début de la période de pacage.

L'exploitant d'alpage signe une **convention d'acceptation** (fournie par la Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires : DGAV – Affaires vétérinaires) de se conformer à toutes les mesures prises en application des présentes prescriptions, y compris les règles en vigueur en France, ainsi qu'à supporter les frais de contrôle. L'original de la convention écrite est transmis au vétérinaire cantonal.

30. Mesures au lieu de destination à l'étranger

Les autorités vétérinaires compétentes procèdent sans tarder à un contrôle vétérinaire officiel des bovins au lieu de destination. Le détenteur des bovins doit annoncer à temps, à l'autorité vétérinaire française, l'arrivée des bovins sur le lieu de pacage.

Selon la décision 2001/672/CE, les animaux doivent être enregistrés dans la banque de données française sur les mouvements d'animaux, au plus tard 7 jours après la date de montée à l'alpage.

Les bovins ne doivent **pas avoir de contact avec des animaux de rente étrangers**. L'exploitant d'alpage doit informer sans tarder la DGAV - Affaires vétérinaires, et les autorités vétérinaires françaises, de tout contact de ses bovins avec des animaux de rente français.

Il ne doit se trouver dans les chalets ou sur les pâturages **ni porcs, ni chèvres, ni moutons**.

L'entretien des **clôtures et la fermeture des portails** doivent être contrôlés activement.

Le personnel employé à la surveillance de bétail d'origine suisse ne peut être également occupé à la surveillance de bétail d'origine française.

31. Mesures pour le retour en Suisse

Pour tous les retours de bovins en Suisse (descentes partielles et définitives), le vétérinaire officiel de l'exploitation d'estivage procède à l'**examen des troupeaux dans les 48 heures avant leur départ** et établit un certificat sanitaire pour le retour des bovins du pacage. A cette fin, il utilisera le certificat sanitaire pour l'estivage reproduit dans le système TRACES. Le détenteur suisse des bovins doit demander le certificat requis et annoncer à temps à l'autorité française la date du retour des bovins en Suisse.

Les bovins et troupeaux **rapatriés sans certificats sanitaires** valables, pourront être mis sous séquestre et faire l'objet d'examens au frais du détenteur, notamment à l'égard de la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) ou de la BVD. Par ailleurs, des contrôles par sondage à l'égard de l'IBR pourront être réalisés sur tout troupeau en provenance de France.

En cas de pacage journalier, les mesures susmentionnées ne doivent être prises qu'à la fin de la période de pacage.

Le détenteur des bovins communique au vétérinaire cantonal et aux autorités vétérinaires françaises la date de la fin du pacage.

A leur retour, tous les bovins qui n'ont pas été vaccinés seront contrôlés quant à la présence du virus de la langue bleue.

32. Autorisation des transports transfrontaliers

Seules les **entreprises de transport titulaires de l'autorisation**, visée à l'art. 170 de l'ordonnance sur la protection des animaux (OPAn), peuvent effectuer des transports transfrontaliers. Une copie de cette autorisation doit accompagner chaque lot transporté. Toute entreprise doit respecter non seulement les dispositions suisses, mais aussi, sur le fond et sur la forme, toutes les exigences du règlement CE 1/2005 applicables au cas par cas.

Chapitre VIII - Bétail assuré par la Caisse d'assurance du bétail

33. Pour le bétail vaudois, les prestations ne sont accordées que si toutes les prescriptions des présentes directives sont respectées.

Chapitre IX - Trafic des abeilles et apiculture pastorale

34. Trafic des abeilles

Tout déplacement d'abeilles (achat, vente, donation, transhumance ou autre) doit préalablement faire l'objet d'une **annonce auprès des inspecteurs régionaux** du lieu de départ et de destination. Ces déplacements sont aussitôt inscrits sur le formulaire de contrôle d'effectifs, qui peut être consulté en tout temps, et sur demande, par l'organe d'exécution de la législation sur les épizooties.

Tout déplacement d'abeilles en provenance d'autres cantons fait l'objet d'une **demande d'autorisation préalable** auprès de l'inspecteur cantonal des ruchers.

Chapitre X - Dispositions pénales et responsabilité civile

35. Les infractions seront sanctionnées conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1966 sur les épizooties (LFE). Les contrevenants peuvent aussi être tenus pour responsables des dommages causés par leur comportement illégal.

Chapitre XI - Dispositions finales

36. Exécution

Le DEIS est chargé de l'exécution des présentes directives, qui entrent en vigueur immédiatement, et qui seront publiées dans la Feuille des avis officiels.

Le Chef du Département de l'économie,
de l'innovation et du sport

Philippe LEUBA
Conseiller d'État

**PROTECTION DES VEGETAUX
RECTIFICATIF DE LA DECISION DE PORTEE GENERALE CONCERNANT LA
COMMUNE DE BOURG-EN-LAVAU, SUR LA LOCALITE DE CULLY (HAUT)
LUTTE CONTRE LA FLAVESCENCE DORÉE (CANDIDATUS PHYTOPLASMA
VITIS**

DU 29 AVRIL 2021

Vu

- les tests positifs par rapport à la flavescence dorée (FD) sur des échantillons de *Vitis vinifera* provenant de parcelles de vignes sises sur la commune de Bourg-en-Lavaux, sur la localité de Cully (Haut);
- la décision du 05.11.2015 du Service phytosanitaire fédéral ;
- la décision de portée générale de la DGAV, du 26 novembre 2020 publiée dans la FAO (n° 98 du 8 décembre 2020) ;
- la mise à jour de la « Demande d'autorisation afin d'exploiter des aéronefs pour l'épandage aérien » de l'Office fédéral de l'aviation civile, réf. « ISS 2 / REV 0 / 15.12.2020 »

La Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide de mettre à jour le point 5 de la décision de portée générale du 26 novembre 2020 :

- 5.3 Le traitement à la pyrèthrine doit obligatoirement être effectué au moyen d'un pulvérisateur porté, remorqué/ trainé ou automoteur. Le traitement par voie aérienne est interdit. Ce point concerne les utilisateurs mentionnés aux points 5.1 et 5.2

Conformément à l'article 80, alinéa 2 de la loi sur la procédure administrative (LPA-VD) et au regard de l'intérêt public prépondérant présent (protection des végétaux contre les organismes nuisibles particulièrement dangereux), la Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide qu'un recours éventuel n'aura pas d'effet suspensif, la présente décision étant immédiatement exécutoire.

Voies de droit :

La présente décision peut être contestée dans un délai de 30 jours à compter de sa publication auprès de Monsieur le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport, Rue Caroline 11, 1014 Lausanne. Le recours, adressé en deux exemplaires, indiquera les conclusions, motifs et moyens de preuve et portera la signature de l'opposant ou de son mandataire ; y seront jointes les pièces invoquées comme moyens de preuve ainsi qu'une éventuelle procuration.

Tout renseignement peut être obtenu auprès de M. Michel Jeanrenaud, responsable du dossier Flavescence dorée, à l'Inspectorat phytosanitaire cantonal, DGAV (021 316 65 66).

Annexe :

- Carte du périmètre de lutte mise à jour.

Annexe : Périmètre de lutte de Bourg-en-Lavaux, localité de Cully (Haut) mis à jour



**PROTECTION DES VEGETAUX
RECTIFICATIF DE LA DECISION DE PORTEE GENERALE CONCERNANT LA
COMMUNE D'YVORNE
LUTTE CONTRE LA FLAVESCENCE DORÉE (CANDIDATUS PHYTOPLASMA
VITIS)**

DU 29 AVRIL 2021

Vu

- les tests positifs par rapport à la flavescence dorée (FD) sur des échantillons de *Vitis vinifera* provenant de parcelles de vignes sises sur la commune d'Yvorne;
- la décision du 05.11.2015 du Service phytosanitaire fédéral ;
- la décision de portée générale de la DGAV, du 26 novembre 2020 publiée dans la FAO (n° 98 du 8 décembre 2020) ;
- la mise à jour de la « Demande d'autorisation afin d'exploiter des aéronefs pour l'épandage aérien » de l'Office fédéral de l'aviation civile, réf. « ISS 2 / REV 0 / 15.12.2020 »

La Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide de mettre à jour le point 5 de la décision de portée générale du 26 novembre 2020 :

- 5.3 Le traitement à la pyréthrine doit obligatoirement être effectué au moyen d'un pulvérisateur porté, remorqué/ trainé ou automoteur. Le traitement par voie aérienne est interdit. Ce point concerne les utilisateurs mentionnés aux points 5.1 et 5.2

Conformément à l'article 80, alinéa 2 de la loi sur la procédure administrative (LPA-VD) et au regard de l'intérêt public prépondérant présent (protection des végétaux contre les organismes nuisibles particulièrement dangereux), la Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide qu'un recours éventuel n'aura pas d'effet suspensif, la présente décision étant immédiatement exécutoire.

Voies de droit :

La présente décision peut être contestée dans un délai de 30 jours à compter de sa publication auprès de Monsieur le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport, Rue Caroline 11, 1014 Lausanne. Le recours, adressé en deux exemplaires, indiquera les conclusions, motifs et moyens de preuve et portera la signature de l'opposant ou de son mandataire ; y seront jointes les pièces invoquées comme moyens de preuve ainsi qu'une éventuelle procuration.

Tout renseignement peut être obtenu auprès de M. Michel Jeanrenaud, responsable du dossier Flavescence dorée, à l'Inspectorat phytosanitaire cantonal, DGAV (021 316 65 66).

**PROTECTION DES VEGETAUX
RECTIFICATIF DE LA DECISION DE PORTEE GENERALE CONCERNANT LES
COMMUNES DE BURSINS ET GILLY
LUTTE CONTRE LA FLAVESCENCE DORÉE (CANDIDATUS PHYTOPLASMA
VITIS)**

DU 28 AVRIL 2021

Vu

- les tests positifs par rapport à la flavescence dorée (FD) sur des échantillons de *Vitis vinifera* provenant de parcelles de vignes sises sur la commune de Gilly;
- la décision du 05.11.2015 du Service phytosanitaire fédéral ;
- la décision de portée générale de la DGAV, du 24 février 2020 publiée dans la FAO (n° 19 du 6 mars 2020) ;
- la mise à jour de la « Demande d'autorisation afin d'exploiter des aéronefs pour l'épandage aérien » de l'Office fédéral de l'aviation civile, réf. « ISS 2 / REV 0 / 15.12.2020 »

La Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide de mettre à jour le point 5 de la décision de portée générale du 24 février 2020 :

- 5.3 Le traitement à la pyrèthrine doit obligatoirement être effectué au moyen d'un pulvérisateur porté, remorqué/ trainé ou automoteur. Le traitement par voie aérienne est interdit. Ce point concerne les utilisateurs mentionnés aux points 5.1 et 5.2

Conformément à l'article 80, alinéa 2 de la loi sur la procédure administrative (LPA-VD) et au regard de l'intérêt public prépondérant présent (protection des végétaux contre les organismes nuisibles particulièrement dangereux), la Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide qu'un recours éventuel n'aura pas d'effet suspensif, la présente décision étant immédiatement exécutoire.

Voies de droit :

La présente décision peut être contestée dans un délai de 30 jours à compter de sa publication auprès de Monsieur le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport, Rue Caroline 11, 1014 Lausanne. Le recours, adressé en deux exemplaires, indiquera les conclusions, motifs et moyens de preuve et portera la signature de l'opposant ou de son mandataire ; y seront jointes les pièces invoquées comme moyens de preuve ainsi qu'une éventuelle procuration.

Tout renseignement peut être obtenu auprès de M. Michel Jeanrenaud, responsable du dossier Flavescence dorée, à l'Inspectorat phytosanitaire cantonal, DGAV (021 316 65 66).

PROTECTION DES VEGETAUX RECTIFICATIF DE LA DECISION DE PORTEE GENERALE CONCERNANT LES COMMUNES D'ESSERTINES-SUR-ROLLE, MONT-SUR-ROLLE ET ROLLE LUTTE CONTRE LA FLAVESCENCE DORÉE (CANDIDATUS PHYTOPLASMA VITIS

DU 29 AVRIL 2021

Vu

- les tests positifs par rapport à la flavescence dorée (FD) sur des échantillons de *Vitis vinifera* provenant de parcelles de vignes sises sur la commune d'Essertines-sur-Rolle;
- la décision du 05.11.2015 du Service phytosanitaire fédéral ;
- la décision de portée générale de la DGAV, du 24 février 2020 publiée dans la FAO (n° 19 du 6 mars 2020) ;
- la mise à jour de la « Demande d'autorisation afin d'exploiter des aéronefs pour l'épandage aérien » de l'Office fédéral de l'aviation civile, réf. « ISS 2 / REV 0 / 15.12.2020 »

La Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide de mettre à jour le point 5 de la décision de portée générale du 24 février 2020:

- 5.3 Le traitement à la pyrèthrine doit obligatoirement être effectué au moyen d'un pulvérisateur porté, remorqué/ trainé ou automoteur. Le traitement par voie aérienne est interdit. Ce point concerne les utilisateurs mentionnés aux points 5.1 et 5.2

Conformément à l'article 80, alinéa 2 de la loi sur la procédure administrative (LPA-VD) et au regard de l'intérêt public prépondérant présent (protection des végétaux contre les organismes nuisibles particulièrement dangereux), la Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide qu'un recours éventuel n'aura pas d'effet suspensif, la présente décision étant immédiatement exécutoire.

Voies de droit :

La présente décision peut être contestée dans un délai de 30 jours à compter de sa publication auprès de Monsieur le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport, Rue Caroline 11, 1014 Lausanne. Le recours, adressé en deux exemplaires, indiquera les conclusions, motifs et moyens de preuve et portera la signature de l'opposant ou de son mandataire ; y seront jointes les pièces invoquées comme moyens de preuve ainsi qu'une éventuelle procuration.

Tout renseignement peut être obtenu auprès de M. Michel Jeanrenaud, responsable du dossier Flavescence dorée, à l'Inspectorat phytosanitaire cantonal, DGAV (021 316 65 66).

**PROTECTION DES VEGETAUX
RECTIFICATIF DE LA DECISION DE PORTEE GENERALE CONCERNANT LES
COMMUNES D'ECHICHENS ET DE MORGES
LUTTE CONTRE LA FLAVESCENCE DORÉE (CANDIDATUS PHYTOPLASMA
VITIS**

DU 29 AVRIL 2021

Vu

- les tests positifs par rapport à la flavescence dorée (FD) sur des échantillons de *Vitis vinifera* provenant de parcelles de vignes sises sur la commune de Morges ;
- la décision du 05.11.2015 du Service phytosanitaire fédéral ;
- la décision de portée générale de la DGAV, du 21 février 2020 publiée dans la FAO (n° 19 du 6 mars 2020) ;
- la mise à jour de la « Demande d'autorisation afin d'exploiter des aéronefs pour l'épandage aérien » de l'Office fédéral de l'aviation civile, réf. « ISS 2 / REV 0 / 15.12.2020 »

La Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide de mettre à jour le point 5 de la décision de portée générale du 21 février 2020 :

- 5.3 Le traitement à la pyrèthrine doit obligatoirement être effectué au moyen d'un pulvérisateur porté, remorqué/ trainé ou automoteur. Le traitement par voie aérienne est interdit. Ce point concerne les utilisateurs mentionnés aux points 5.1 et 5.2

Conformément à l'article 80, alinéa 2 de la loi sur la procédure administrative (LPA-VD) et au regard de l'intérêt public prépondérant présent (protection des végétaux contre les organismes nuisibles particulièrement dangereux), la Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide qu'un recours éventuel n'aura pas d'effet suspensif, la présente décision étant immédiatement exécutoire.

Voies de droit :

La présente décision peut être contestée dans un délai de 30 jours à compter de sa publication auprès de Monsieur le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport, Rue Caroline 11, 1014 Lausanne. Le recours, adressé en deux exemplaires, indiquera les conclusions, motifs et moyens de preuve et portera la signature de l'opposant ou de son mandataire ; y seront jointes les pièces invoquées comme moyens de preuve ainsi qu'une éventuelle procuration.

Tout renseignement peut être obtenu auprès de M. Michel Jeanrenaud, responsable du dossier Flavescence dorée, à l'Inspectorat phytosanitaire cantonal, DGAV (021 316 65 66).

**PROTECTION DES VEGETAUX
RECTIFICATIF DE LA DECISION DE PORTEE GENERALE CONCERNANT LA
COMMUNE DE BOURG-EN-LAVAU, SUR LA LOCALITE DE CULLY (BAS)
LUTTE CONTRE LA FLAVESCENCE DORÉE (CANDIDATUS PHYTOPLASMA
VITIS**

DU 29 AVRIL 2021

Vu

- les tests positifs par rapport à la flavescence dorée (FD) sur des échantillons de *Vitis vinifera* provenant de parcelles de vignes sises sur la commune de Bourg-en-Lavaux, sur la localité de Cully (Bas);
- la décision du 05.11.2015 du Service phytosanitaire fédéral ;
- la décision de portée générale de la DGAV, du 26 novembre 2020 publiée dans la FAO (n° 98 du 8 décembre 2020) ;
- la mise à jour de la « Demande d'autorisation afin d'exploiter des aéronefs pour l'épandage aérien » de l'Office fédéral de l'aviation civile, réf. « ISS 2 / REV 0 / 15.12.2020 »

La Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide de mettre à jour le point 5 de la décision de portée générale du 26 novembre 2020 :

- 5.3 Le traitement à la pyrèthrine doit obligatoirement être effectué au moyen d'un pulvérisateur porté, remorqué/ trainé ou automoteur. Le traitement par voie aérienne est interdit. Ce point concerne les utilisateurs mentionnés aux points 5.1 et 5.2

Conformément à l'article 80, alinéa 2 de la loi sur la procédure administrative (LPA-VD) et au regard de l'intérêt public prépondérant présent (protection des végétaux contre les organismes nuisibles particulièrement dangereux), la Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide qu'un recours éventuel n'aura pas d'effet suspensif, la présente décision étant immédiatement exécutoire.

Voies de droit :

La présente décision peut être contestée dans un délai de 30 jours à compter de sa publication auprès de Monsieur le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport, Rue Caroline 11, 1014 Lausanne. Le recours, adressé en deux exemplaires, indiquera les conclusions, motifs et moyens de preuve et portera la signature de l'opposant ou de son mandataire ; y seront jointes les pièces invoquées comme moyens de preuve ainsi qu'une éventuelle procuration.

Tout renseignement peut être obtenu auprès de M. Michel Jeanrenaud, responsable du dossier Flavescence dorée, à l'Inspectorat phytosanitaire cantonal, DGAV (021 316 65 66).

**PROTECTION DES VEGETAUX
RECTIFICATIF DE LA DECISION DE PORTEE GENERALE CONCERNANT LES
COMMUNES DE CHARDONNE, CORSEAUX, CORSIER-SUR-VEVEY, JONGNY ET
SAINT-SAPHORIN (LAVAUUX)
LUTTE CONTRE LA FLAVESCENCE DOREE (*CANDIDATUS PHYTOPLASMA VITIS*)**

du 29 avril 2021

Vu :

- les tests positifs par rapport à la flavescence dorée (FD) sur des échantillons de *Vitis vinifera* provenant de parcelles de vignes sises sur les communes de Chardonne, Corseaux, Corsier-sur-Vevey, Jongny et de Saint-Saphorin (Lavaux);
- la décision du 05.11.2015 du Service phytosanitaire fédéral ;
- la décision de portée générale du SAVI, actuellement DGAV, du 24 novembre 2017 publiée dans la FAO (n° 94 du 24 novembre 2017) ;
- la décision de l'OFAG d'interdire l'utilisation de l'Applaud dès le 1^{er} janvier 2019 sur les cultures vivrières.
- le rectificatif de cette décision publié le 3 avril 2019,
- la mise à jour de la « Demande d'autorisation afin d'exploiter des aéronefs pour l'épandage aérien » de l'Office fédéral de l'aviation civile, réf. « ISS 2 / REV 0 / 15.12.2020 »
- La Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide de mettre à jour le point 5 de la décision de portée générale du 24 novembre 2017 :

5.3 Le traitement à la pyrèthrine doit obligatoirement être effectué au moyen d'un pulvérisateur porté, remorqué/ trainé ou automoteur. Le traitement par voie aérienne est interdit. Ce point concerne les utilisateurs mentionnés aux points 5.1 et 5.2

Conformément à l'article 80, alinéa 2 de la loi sur la procédure administrative (LPA-VD) et au regard de l'intérêt public prépondérant présent (protection des végétaux contre les organismes nuisibles particulièrement dangereux), la Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide qu'un recours éventuel n'aura pas d'effet suspensif, la présente décision étant immédiatement exécutoire.

Voies de droit :

La présente décision peut être contestée dans un délai de 30 jours à compter de sa publication auprès de Monsieur le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport, Rue Caroline 11, 1014 Lausanne. Le recours, adressé en deux exemplaires, indiquera les conclusions, motifs et moyens de preuve et portera la signature de l'opposant ou de son mandataire ; y seront jointes les pièces invoquées comme moyens de preuve ainsi qu'une éventuelle procuration.

Tout renseignement peut être obtenu auprès de M. Michel Jeanrenaud, responsable du dossier Flavescence dorée, à l'Inspectorat phytosanitaire cantonal, DGAV (021 316 65 66).

**PROTECTION DES VEGETAUX
RECTIFICATIF DE LA DECISION DE PORTEE GENERALE CONCERNANT LES
COMMUNES DE BOURG-EN-LAVAUUX, CHEXBRES, PUIDOUX, RIVAZ ET SAINT-
SAPHORIN (LAVAUUX)
LUTTE CONTRE LA FLAVESCENCE DORÉE (CANDIDATUS PHYTOPLASMA VITIS**

DU 29 AVRIL 2021

Vu :

- les tests positifs par rapport à la flavescence dorée (FD) sur des échantillons de *Vitis vinifera* provenant de parcelles de vignes sises sur les communes de Bourg-en-Lavaux, Chexbres, Puidoux, Rivaz et Saint-Saphorin (Lavaux) ;
- la décision du 05.11.2015 du Service phytosanitaire fédéral ;
- la décision de portée générale du SAVI, actuellement DGAV, du 4 avril 2017 publiée dans la FAO (n° 27 du 4 avril 2017) ;
- la décision de l'OFAG d'interdire l'utilisation de l'Applaud dès le 1^{er} janvier 2019 sur les cultures vivrières
- le rectificatif de cette décision publié le 3 avril 2019,
- la mise à jour de la « Demande d'autorisation afin d'exploiter des aéronefs pour l'épandage aérien » de l'Office fédéral de l'aviation civile, réf. « ISS 2 / REV 0 / 15.12.2020 »

La Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide de mettre à jour le point 5 de la décision de portée générale du 4 avril 2017 :

- 5.3 Le traitement à la pyrèthrine doit obligatoirement être effectué au moyen d'un pulvérisateur porté, remorqué/ trainé ou automoteur. Le traitement par voie aérienne est interdit. Ce point concerne les utilisateurs mentionnés aux points 5.1 et 5.2

Conformément à l'article 80, alinéa 2 de la loi sur la procédure administrative (LPA-VD) et au regard de l'intérêt public prépondérant présent (protection des végétaux contre les organismes nuisibles particulièrement dangereux), la Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) décide qu'un recours éventuel n'aura pas d'effet suspensif, la présente décision étant immédiatement exécutoire.

Voies de droit :

La présente décision peut être contestée dans un délai de 30 jours à compter de sa publication auprès de Monsieur le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport, Rue Caroline 11, 1014 Lausanne. Le recours, adressé en deux exemplaires, indiquera les conclusions, motifs et moyens de preuve et portera la signature de l'opposant ou de son mandataire ; y seront jointes les pièces invoquées comme moyens de preuve ainsi qu'une éventuelle procuration.

Tout renseignement peut être obtenu auprès de M. Michel Jeanrenaud, responsable du dossier Flavescence dorée, à l'Inspectorat phytosanitaire cantonal, DGAV (021 316 65 66).